I

Les liaisons secrètes États-Unis/taliban

1.

Laila Helms, profession : lobbyiste des taliban

Elle s'appelle Laila Helms, vit à Washington, et avec ses relations familiales il semblait peu probable qu'elle demeure à l'écart des zones les plus noires de notre monde. Laila n'est autre que la nièce de Richard Helms, naguère directeur de la CIA et ancien ambassadeur en Iran. La quarantaine pétillante, cette Américaine d'origine afghane a grandi au rythme des relations tumultueuses entre son pays d'origine et son pays d'adoption. Dans les années quatre-vingt déjà, depuis la côte Est des États-Unis, elle épousait la cause des moudjahidine alors en lutte contre l'envahisseur soviétique. En ce temps-là, elle adhérait à l'association américaine Friends of Afghanistan, véritable organisation non gouvernementale portée par le département d'État et la Maison Blanche, et destinée à s'assurer la sympathie des opinions publiques à l'égard des moudjahidine afghans. Une sorte de relais occidental

de la guerre sainte menée sur des terres lointaines contre l'URSS.

À ce titre, par exemple, la jeune Laila Helms organisa le voyage aux États-Unis du chef moudjahidin Sayed Mohammad Gailani, du 20 mars au 5 avril 1986. Incidemment, au cours de ce déplacement, ce cadre de la guérilla afghane discuta longuement avec le vice-président de l'époque, un certain George Bush père, c'était le 21 mars 1986 à Washington ¹.

Les hasards de l'histoire, son entregent avec les chefs religieux afghans, mais aussi son carnet d'adresses, ont progressivement fait de Laila Helms l'incontournable lobbyiste de l'Afghanistan auprès des cercles de pouvoir américains. Produit de la politique des États-Unis dans cette région du monde, elle a longtemps soutenu les leaders islamistes qui avaient les faveurs de l'administration américaine. Aussi, à partir de l'année 1995, on la compte au nombre des représentants des intérêts des taliban à Washington; lesquels s'appêtent à prendre le pouvoir à Kaboul, avec la bénédiction et les dollars de l'Arabie Saoudite et la bienveillance du Département d'État américain.

Au cours des six dernières années, elle se consacre ainsi à superviser diverses actions

1. Archives du Committee for a Free Afghanistan et de l'organisation Friends of Afghanistan.

d'influence au nom des taliban, notamment auprès des Nations Unies. Ses activités pour ces clients-là ne diminueront jamais, même après 1996, lorsque le chef des taliban Mohammed Omar deviendra officiellement moins fréquentable aux yeux du gouvernement américain (après avoir eu largement recours aux exécutions sommaires). Elle persistera après 1997 lorsque les taliban accueilleront le chef intégriste Ossama Bin Laden, et même après 1998 quand ce dernier sera reconnu coupable d'avoir commandité les attentats contre les ambassades américaines de Nairobi et Dar es-Salam. Ainsi, au mois de février 1999, Laila Helms a réalisé un documentaire télévisé pour NBC consacré à la vie des femmes afghanes, non sans avoir obtenu que la chaîne lui accorde une équipe de tournage pendant deux semaines en Afghanistan¹. Le résultat : un film de propagande, qui présenterait les conditions de vie des femmes afghanes sous un jour particulièrement optimiste. Ni NBC ni aucun autre réseau télévisé américain n'a jamais accepté de diffuser le documentaire.

Si étrange que cela paraisse, l'activisme de Mme Helms ne représentait en rien une exception aux États-Unis. D'autres délégués des

1. Témoignage de Deonna Kelli, chercheur à l'East Carolina University et coordinatrice de l'Association of Muslim Social Scientists.

taliban y ont eu pignon sur rue jusqu'à une période très récente, à travers diverses structures plus ou moins discrètes. Par exemple le bureau américain de l'Émirat islamique d'Afghanistan, sorte de chancellerie implantée outre-Atlantique et dotée d'un statut très officieux, puisque le régime des étudiants en religion n'a jamais été reconnu par les États-Unis¹. Pourtant, au mois d'août 2001, cette représentation disposait encore de quelques pièces dans un immeuble du Queens, à New York, où recevait Maulana Abdul Hakeem Mujahid, ambassadeur informel des taliban en Amérique du Nord.

Après le 5 février 2001 et la demande de reconnaissance officielle des taliban, c'est donc tout naturellement Laila Helms qui reçoit pour mission d'orchestrer à Washington les nouvelles relations américano-afghanes. En quelques semaines, elle déploie des trésors de diplomatie pour obtenir que les plus hauts responsables de l'administration Bush rencontrent les émissaires du mollah Omar. Dans l'administration américaine, ses anciens partenaires du temps de la guerre des moudjahidine contre l'URSS représentent des contacts précieux. Dans le camp répu-

1. Seuls le Pakistan, les Émirats arabes unis et l'Arabie Saoudite ont reconnu l'Émirat islamique d'Afghanistan, c'est-à-dire l'État taliban.

blicain, les fonctionnaires qui jadis soutenaient massivement les guérillas islamistes pour déstabiliser Moscou occupent à nouveau des postes clés. Des alliés de circonstance très précieux.

Les premiers résultats se ressentent deux mois plus tard. Entre le 18 et le 23 mars 2001, Sayed Rahmatullah Hashimi, 24 ans, ambassadeur itinérant des taliban et conseiller personnel de Mohammed Omar, effectue une brève visite aux États-Unis. Ce déplacement intervient après le dynamitage des bouddhas millénaires de Bamyan. Malgré le contexte tendu, notre lobbyiste planifie plusieurs rencontres pour ce jeune dignitaire afghan. Selon le journaliste américain Wayne Madsen¹, spécialiste des questions de sécurité et ancien officier de renseignement, deux structures au moins de l'administration consentent à discuter avec lui : la Direction centrale de la CIA² et le Bureau du renseignement du Département d'État³. Mieux : au pays des médias rois,

1. Témoignage recueilli par les auteurs.

2. Il s'agit du Directorate of Central Intelligence (DCI). Il englobe le directeur de la CIA ainsi qu'un cabinet chargé de coordonner toutes les activités de l'agence. C'est également le DCI qui gère tous les contacts sensibles avec les personnalités étrangères.

3. Le Bureau of Intelligence and Research du Département d'État fournit aux chefs de la diplomatie des analyses politiques et des renseignements stratégiques.

elle obtient pour ce client deux interviews sur des supports particulièrement suivis par les décideurs politiques – ABC et la National Public Radio. Une occasion rêvée pour améliorer l'image des taliban, et ainsi faciliter les négociations ¹.

Dans quel cadre s'inscrit alors cette visite ? Résulte-t-elle simplement des talents de Mme Helms ? Qui sont ses mandataires ? Et surtout à quelle logique obéit ce voyage ?

En réalité, depuis le début de l'année 1999 et jusqu'en août 2001, il existe aux États-Unis une volonté concertée et persistante d'aboutir à un règlement de la question afghane. Seule évolution notable : les républicains décident d'accélérer le processus enclenché par les membres de l'administration Clinton. La déclaration du ministre des Affaires étrangères taliban du 5 février 2001 indique simplement que les maîtres de Kaboul entendent, eux aussi, parvenir rapidement à un accord.

Des deux côtés, les intérêts sont bien compris. Au nom de sa politique énergétique, Washington soutiendra un processus de reconnaissance internationale progressive pour les taliban. En échange, ces derniers adopteront une politique

1. Le mercredi 21 mars 2001 à 14 heures, Sayed Rahmatullah Hashimi est longuement interviewé par l'animateur Juan Williams sur les ondes de la National Public Radio. Le vendredi 23 mars 2001 à 18 h 30, il répond aux questions de Bill Redeker sur la chaîne ABC News.

plus pacifique, renonceront à héberger le chef intégriste Ossama Bin Laden, et consentiront dans leurs relations internationales à demeurer dans la ligne des États sunnites fondamentalistes¹. Lesquels, à l'extérieur de leurs frontières, prennent des positions conformes aux directions fixées par l'Arabie Saoudite, premier financier du sunnisme radical et premier allié des États-Unis dans le monde arabe.

D'éminentes personnalités se démènent pour que cet échange de bons procédés se réalise. Ainsi, dès le mois de janvier 2000, un haut responsable du Département d'État rencontre au Pakistan l'ambassadeur des taliban, Saeed Mohammed Muttaqi². Il en profite également pour discuter avec l'ambassadeur des États-Unis sur place, Tom Simons, qui deviendra progressivement la courroie de transmission de ces pourparlers. Le dernier acte des négociations américano-afghanes commence là. Vu de la côte Est des États-Unis, elles se résument à obtenir que les alliés d'hier rentrent enfin dans le rang.

Car le régime taliban n'a pas toujours été honni par les responsables de la Maison Blanche et du Département d'État. Au contraire.

1. Principalement : Arabie Saoudite, Émirats arabes unis, Pakistan.

2. Archives de l'ambassade des États-Unis à Islamabad.

Pendant plusieurs années, on l'a même perçu comme un mouvement providentiel. De 1994 à 1998, les États-Unis expriment une relative bienveillance à l'égard des taliban. Il est vrai que les soubresauts d'un pays sont singulièrement perçus depuis les immeubles cossus et massifs qui longent les rives du Potomac, coupant ce quartier nord-est de Washington où tant de puissance siège, sereinement. Sur une surface de trois ou quatre kilomètres carrés, dans les états-majors financiers, politiques et militaires – de la Banque Mondiale au Pentagone –, on suit les affaires du monde en observant les écrans qui décrivent les marchés des matières premières et en lisant rapidement les télégrammes diplomatiques qui résument le tohu-bohu de l'actualité planétaire.

Au sujet de l'Afghanistan, ces indicateurs-là sont sans appel. Le pays est la clé des réserves énergétiques d'Asie centrale : il doit être dominé par un gouvernement fort et incontesté pour profiter paisiblement de cette situation. Donc, même après les attentats de Nairobi et Dar es-Salaam en 1998, alors que les taliban protègent ouvertement Ossama Bin Laden, encore et toujours on négocie.

2.

Le Département d'État « parrain » des taliban

L'émergence en 1994 des « étudiants en religion », un nom générique qui se traduit donc par le mot « taliban » en langue pachtoune, se révèle indissociable des enjeux pétroliers et gaziers de la région. Ils expliquent pourquoi plusieurs États ainsi que de grandes compagnies pétrolières ont misé sur ce groupe de moines soldats, perçu comme le seul capable d'instaurer un gouvernement fort, source de stabilité et de sécurité.

Car un peu plus au nord, au-delà des montagnes afghanes, les riches sous-sols du Turkménistan, de l'Ouzbékistan et surtout du Kazakhstan présentent un intérêt à condition de s'affranchir des contraintes géographiques. Donc de transporter le pétrole et le gaz dont ils regorgent en utilisant, par exemple, l'Afghanistan. Concrètement : extraire et vendre ce pétrole et ce gaz suppose de les faire cheminer soit par l'ouest, en leur faisant traverser la Russie ou l'Azerbaïdjan avant

d'atteindre la Turquie et un terminal en Méditerranée ; soit par le sud-ouest en passant par l'Iran ; soit enfin par le sud en passant par l'Afghanistan. Ainsi, le projet de pipeline Chardzhou (au Turkménistan)-Gwadar (ville pakistanaise sur les rives du golfe Persique) traverse l'Afghanistan de part en part et passe non loin de la ville d'Herat. De la même manière, le projet de gazoduc entre Daulatabad (terminal au Turkménistan reliant déjà d'autres installations gazières de la région) et Multan (Pakistan) court à travers les vallées afghanes, en passant notamment à proximité de Kandahar. Pour de nombreuses compagnies pétrolières occidentales et leur gouvernement, et d'abord pour les États-Unis, la solution afghane présente un intérêt politique majeur. Elle constitue l'alternative rêvée à des tracés flirtant avec la Russie ou pénétrant en Iran. Des solutions qui supposent de négocier directement avec Moscou ou Téhéran, en adoptant la position de « demandeur », un véritable cauchemar pour Washington qui multiplie les initiatives pour contenir l'influence de ces pays en Asie centrale.

Au sud-ouest de l'Afghanistan, la ville de Kandahar, jadis célèbre pour son oasis, s'impose de nos jours comme le berceau du mouvement taliban. Une cité très religieuse pour l'ethnie pach-toune qui domine le pays, par opposition à

Kaboul, centre administratif et commercial, plus ouvert vers l'extérieur. Dès les premières heures de la résistance à l'invasion soviétique, en 1979, c'est à Kandahar que se retrouvent nombre de tribus¹ dominées par des chefs musulmans déterminés à en découdre avec l'armée rouge.

Après le départ des troupes du Kremlin, en 1989, la ville rassemble les principaux chefs des différents mouvements pachtouns, lesquels prônent un sunnisme plus radical que jamais. Car pour les moudjahidine qui reviennent dans cette vallée du sud, la guérilla contre l'URSS s'apparentait surtout à une guerre sainte menée au nom d'Allah. L'argent et les conseillers militaires dépêchés par l'Arabie Saoudite y ont amplement contribué (au premier rang desquels le jeune Ossama Bin Laden, honorable correspondant du GID, les services secrets saoudiens). Tandis que la guerre civile avec les autres ethnies s'étend à Kaboul et aux villes du Nord², de nombreux guerriers pachtouns abandonnent

1. Aujourd'hui encore, la structure de la société afghane est dominée par le mode tribal. Une situation qui résulte d'une économie agraire dans une zone de montagnes, renforcée par une faible densité de population et peu d'échanges, et cristallisée par un système éducatif quasi absent (plus de 80 % d'illettrisme dans les années 90).

2. Les 15 millions d'habitants se répartissent selon quatre ethnies principales : les Pachtouns (40 %), les Tadjiks (30 %), les Turkmènes (Ouzbeks et Kazakhs, 15 %), les Hazaras (d'origine mongole, 12 %).

pour un temps le kalachnikov pour suivre des enseignements religieux dans des écoles des environs. Soucieux de parfaire leur connaissance livresque du Coran au lendemain du Djihad, ils s'inscrivent dans diverses madrasas de la région de Kandahar. Or plusieurs d'entre elles entretiennent des liens aussi bien spirituels que matériels avec la puissante école coranique de Deobandi, située en Inde, et connue pour ses positions très radicales et son prosélytisme en faveur d'un islam pur (le culte des saints y est notamment proscrit).

Un jeune chef moudjahidin, Mohammed Omar, adhère à l'une d'elles. Âgé de 27 ans en 1990, Omar bénéficie d'une certaine notoriété à son retour. Il laisse l'image d'un héros de la lutte contre les Soviétiques, familier des coups de main les plus audacieux et qui n'hésite pas à payer de sa personne. Une bravoure qui lui a valu de perdre l'œil droit, en 1989, après avoir essuyé un tir de roquette. Il personnifie, avec d'autres, l'avenir du pouvoir afghan, dans un pays où la direction des affaires reste interdite aux femmes et où de nombreux chefs historiques ont péri à la guerre ou ont fui. Pour Omar, ces années d'apprentissage du Coran s'inscrivent dans une suite naturelle. Jusque-là tout son parcours de moudjahidin a été encadré par une structure islamique forte; en l'occurrence le parti Hizb-I-

Islami du chef Younis Khalis, dans lequel il s'est engagé pour partir combattre dans les montagnes. Maintenant, il veut devenir un maître spirituel, et abandonner ses habits, trop étroits à son goût, de simple chef de guerre.

À ce stade de son parcours, plusieurs versions se mêlent, fruits des légendes distillées à son endroit par la propagande taliban. « Officiellement » donc : épris de pureté et de dévotion, entre 1992 et 1994 Mohammed Omar entreprend de défendre les pauvres de la vallée de Kandahar et de combattre les patriarches des différentes tribus qui mènent une vie contraire à l'Islam. En ce temps-là, il passe pour un Robin des Bois local¹. Ici on raconte qu'il a abattu un chef dévoyé sodomite, là on rapporte qu'il a égorgé un représentant des moudjahidine dépravé – comme ce serait le cas dans le village de Panjway. Rapidement, il devient le leader charismatique que tous les « amis » de l'Afghanistan attendaient ; c'est-à-dire ses voisins pakistanais et quelques hommes d'affaires du secteur pétrolier.

1. Si la comparaison peut sembler exagérée, il est cependant avéré qu'à cette époque Mohammed Omar a pris les armes pour éliminer quelques tyrans de la vallée. Autant par bonté d'âme que pour supprimer des rivaux. Pour une histoire complète de l'émergence des dirigeants taliban, voir l'excellent document du journaliste d'origine pakistanaise Ahmed Rashid, *Taliban : militant islam oil and fundamentalism in Central Asia* (Yale University Press, 2000).

Car au Pakistan, la situation afghane ne cesse d'inquiéter depuis le déclenchement de la guerre civile, en 1989, après le départ des Soviétiques. Depuis sa fondation en 1947, l'État pakistanais doit en effet composer avec des crises diplomatiques endémiques avec son voisin du sud, l'Inde. Régulièrement, les deux pays lancent des actions militaires pour le contrôle de la province du Cachemire qu'ils se disputent. Pour Islamabad, il est vital que son voisin du nord, l'Afghanistan, reste entre les mains d'un gouvernement ami qui exerce une réelle autorité; sous peine d'être étouffé entre deux zones d'instabilité. Il en va des intérêts vitaux de la nation pakistanaise. Dès lors, le soutien apporté aux taliban ne résulte plus que des hasards des jeux d'alliance.

D'autres partis de la mosaïque afghane peuvent alors être choisis à leur place. Mais les « étudiants en religion » rassemblent plusieurs qualités, perçues comme éminemment stratégiques par leurs parrains. Au Pakistan, le parti Jamiat Ulema Islami, qui joue un rôle clé au Parlement, les range au nombre de leurs frères de religion, et encourage les autorités à les épauler. Les services secrets pakistanais de l'ISI les considèrent comme l'émanation la plus pure des moudjahidine des années 80, qu'ils ont eux-mêmes formés, et sur lesquels ils exercent toujours un contrôle, à la différence des autres entités de la nation afghane qui

marquent leurs distances. À Riyad, le gouvernement saoudien du roi Fahd, principal financier de l'ISI, encourage ce mouvement. En coopération avec les États-Unis, l'Arabie Saoudite a dépensé sans compter pour que l'Afghanistan ne tombe pas aux mains des Soviétiques. Le chaos qui prévaut sur place entre 1989 et 1994 ne cesse de désespérer les dirigeants saoudiens; eux qui voyaient en l'Afghanistan une nouvelle zone d'influence de cet islam pur, le wahhabisme¹, qu'ils s'attachent à défendre depuis si longtemps.

Des considérations plus terrestres abondent en outre en ce sens. L'Iran chiite², frontalier de l'Afghanistan, ne cesse d'inquiéter les dignitaires religieux saoudiens. À Riyad, ces suppliques émanant du ministère des Cultes ne sauraient être ignorées par le roi et son prince héritier. Si Téhéran venait à exercer son contrôle sur Kaboul, c'est le verrou de l'Asie centrale que contrôleraient les frères ennemis chiites.

Washington partage cette analyse. Depuis 1979 et la prise en otage de l'ambassade américaine de Téhéran, le Département d'État a pour principal

1. Mouvement théologique apparu au xviii^e siècle, très expansionniste par nature.

2. Opposition fondamentale entre l'islam sunnite et l'islam chiite, né d'un schisme majeur lié à la reconnaissance des descendants du prophète. La péninsule arabique, adepte d'un sunnisme radical, s'oppose farouchement aux chiites perses.

objectif d'affaiblir la république islamique d'Iran. Dès lors, pour les conseillers à la sécurité américains, promouvoir des sunnites radicaux tels que les taliban revient à encercler, à contenir la zone d'influence chiite dans cette partie du monde. D'autres raisons, plus économiques, les conduisent à adopter une telle position. Depuis 1991, diverses compagnies pétrolières américaines, dont Chevron, prennent des positions importantes au Kazakhstan, au Turkménistan et au Kirghizstan. Or, la Russie refuse de négocier une utilisation de ses propres pipelines, sous forme de location, pour transporter ces ressources énergétiques jusqu'à des terminaux.

Nous sommes en 1994, tous les éléments sont réunis pour transformer les taliban en pacificateurs tant attendus.

3.

Un gazoduc pour les taliban

Un homme, plus ou moins volontairement, va cristalliser ces attentes et donner toute sa substance à l'aide extérieure qui permettra aux taliban de prendre le pouvoir.

Naturellement, il s'agit d'un « pétrolier ». Il s'appelle Carlos Bulgheroni, ce n'est ni un Saoudien, ni un Pakistanais, ni un Américain ; c'est un Argentin. Il préside à la destinée du quatrième groupe énergétique d'Amérique latine, Bridas, une société implantée à Buenos Aires et fondée après-guerre. Depuis les années 70, l'entreprise pétrolière argentine est devenue un groupe mondial. Avec des activités en Inde et au Pakistan, les dirigeants de Bridas perçoivent assez tôt – entre 1991 et 1992 – l'opportunité de nouer des partenariats avec les nouveaux dirigeants des anciennes républiques soviétiques, notamment au Turkménistan. Depuis leurs bureaux d'Islamabad, ils imaginent que l'Afghanistan sera bientôt

un pays stable, avec à sa tête des dirigeants avec lesquels ils s'entendront afin de construire des oléoducs et des gazoducs reliant le Turkménistan au Pakistan. Carlos Bulgheroni noue un premier partenariat avec le gouvernement turkmène en janvier 1992, pour l'exploitation du champ gazier de Daulatabad. Et le 16 mars 1995, il gagne son pari en réunissant dirigeants pakistanais et turkmènes qui signent un accord de principe prévoyant la construction d'un oléoduc traversant l'Afghanistan¹.

Dès lors, Bulgheroni convie d'autres compagnies pétrolières à se joindre à son affaire, et notamment le groupe Unocal, douzième société pétrolière américaine.

La Union Oil Company of California, fondée en 1890 à Santa Paula, devenue la Unocal Corporation en 1983, appartient aux *success stories* du secteur énergétique. À partir du milieu des années 90, sous l'autorité de son président de l'époque Roger Beach, elle talonne les dix premiers groupes américains. Entrepreneur avisé, Beach saisit immédiatement les potentialités de l'offre que lui adresse son partenaire Carlos Bulgheroni. À telle enseigne qu'il décide même de se passer de ses services et d'investir dans la région sans le concours

1. *FT Energy Newsletters*. East European Energy Report. 27 mars 1995.

de Bidas ¹. Pour garder sa marge de manœuvre et disposer d'appuis financiers, il sollicite un autre groupe, le saoudien Delta Oil.

Le 21 octobre 1995, les dirigeants d'Unocal et ceux de Delta Oil signent un accord avec le président du Turkménistan Saparmurat Niyazov, portant sur des exportations de gaz évaluées à 8 milliards de dollars... Et prévoyant la construction d'un gazoduc qui traverse l'Afghanistan ². Un chantier estimé à 3 milliards de dollars. À compter de cette période, le soutien aux taliban n'est plus seulement un enjeu géostratégique, il devient une priorité économique.

Étrangement, de façon concomitante, les services secrets saoudiens du GID, dirigés par le prince Turki Al-Faisal, décident de financer massivement les taliban; en leur fournissant notamment des moyens de communication, mais aussi ces dizaines de *pick-up* noirs de facture japonaise aux vitres teintées, qu'ils affectionnent tant. L'Arabie Saoudite lâche toutes les autres factions issues des ethnies Ouzbek et Tadjik, qui se retrouvent dès lors dépourvues de moyens. Elles reculent, perdent du terrain. Faisant l'unanimité autour d'eux, les fondamentalistes marchent sur

1. Une décision cavalière qui conduira Bidas à assigner Unocal en justice, aux États-Unis. L'entreprise argentine l'emportera après plusieurs années de procédure.

2. *Oil & Gas Journal*, 30 octobre 1995.

Kaboul et s'emparent du pouvoir à la satisfaction générale le 27 septembre 1996. Quelques mois plus tôt, l'assistant du secrétaire d'État américain responsable du sud de l'Asie, Robin Raphel, s'était rendu à Kandahar pour apporter sa bénédiction aux événements en cours. Le 19 avril 1996 il déclarait : « Nous sommes préoccupés par les opportunités économiques qui peuvent nous échapper, ici, si la stabilité politique ne peut pas être restaurée ¹. » Explicite, non ?

À l'étranger, ce soutien aux fondamentalistes afghans est relayé par de prestigieux cénacles politiques. Les deux instituts de recherches américains les plus influents en matière de politique étrangère prennent fait et cause pour eux. Ces défenseurs très écoutés se nomment : le Council on Foreign Relations ² (véritable temple de la diplomatie américaine auxquels adhèrent ambassadeurs, anciens ministres, mandarins en relations internationales de l'Université de Georgetown ou de la prestigieuse Johns Hopkins School) mais aussi la Rand Corporation (centre d'études œuvrant essentiellement pour le Pentagone,

1. Déclaration de Robin Raphel à l'AFP lors de sa visite en Afghanistan : « We are also concerned that economic opportunities here will be missed, if political stability cannot be restored. »

2. Éditeur de la revue *Foreign Affairs*, la revue internationale la plus influente en matière de géostratégie et de politique de défense.

l'industrie de Défense et le secteur énergétique). Ainsi, Barnett Rubin, spécialiste de l'Afghanistan au Council on Foreign Relations, n'hésite pas à lancer au mois d'octobre 1996 : « Les taliban ne possèdent vraiment aucun lien avec l'internationale islamique radicale. En réalité, ils la détestent¹... » Éloquent ! Des déclarations qui interviennent un mois après leur prise de pouvoir, alors que les étudiants en religion parlent déjà d'Émirat islamique d'Afghanistan, qu'ils doivent leur spectaculaire ascension aux dollars de la dictature fondamentaliste saoudienne, et en particulier aux chefs religieux de ce pays partisan d'un islam orthodoxe et archaïque, que Mohammed Omar s'est autoproclamé Commandeur des croyants et a pris le titre de mollah, et qu'enfin, les taliban ont sommairement exécuté l'ancien président procommuniste Mohammed Najibullah alors qu'il avait trouvé refuge dans des locaux de l'ONU à Kaboul. Sans commentaire.

Au sortir du terrible hiver afghan, au commencement de l'année 1997, la cause semble entendue. Sur le terrain, experts pétroliers et diplomates reconvertis dans les affaires s'activent alors que les milices religieuses contrôlent près de 90 % du territoire. Le projet de gazoduc pourra bientôt se matérialiser. Unocal étoffe ses équipes

1. Interview accordée à *Time*, 14 octobre 1996.

basées à Islamabad et envoie plusieurs délégués à Kaboul et surtout à Kandahar, le bastion de leurs nouveaux et si précieux alliés. La compagnie pétrolière ne rechigne pas à la dépense, dans tous les domaines. Elle offre 900 000 dollars au Centre d'études afghanes de l'Université du Nebraska, lequel les dépense en finançant diverses infrastructures dans la ville même de Kandahar. D'éminentes personnalités participent à cet élan charitable. Par exemple Gerald Boardman, ancien responsable de l'USAID (US Agency for International Development), l'organisation caritative placée directement sous la tutelle du Département d'État américain. Grâce aux fonds d'Unocal, il finance les projets éducatifs des taliban à Kandahar sous couvert d'actions humanitaires entreprises par l'Université du Nebraska ¹. Unocal recrute des hommes qui font autorité. Ainsi Robert Oakley, ancien ambassadeur des États-Unis au Pakistan, est embauché pour gérer l'ensemble du volet diplomatique du « pactole afghan ». Il s'installe à Islamabad, dans les bureaux de CentGas, le consortium local fondé par la compagnie pétrolière ².

1. Anecdote rapportée par Ahmed Rashid, voir plus haut.

2. Le capital de CentGas se répartissait ainsi : 70 % pour Unocal, 15 % pour Delta Oil, 10 % pour le russe Gazprom, 5 % pour Turkmenrosgas, société d'État turkmène.

Côté saoudien, outre Delta Oil, toutes les familles princières voudraient tirer profit de l'hégémonie des taliban, ces jeunes frères turbulents qui maintenant font régner l'ordre. L'argentin Bridas le comprend vite, et après la trahison d'Unocal, la société cherche de nouveaux partenaires et se rapproche de la compagnie saoudienne Ningharco¹, une entreprise très proche² de Turki Al-Faisal, le directeur des services du renseignement du GID.

1. Alliance rapportée pour la première fois dans le *Journal of Commerce*, 3 novembre 1997.

2. Sur les subtilités de l'arbre généalogique saoudien, voir chapitres 7 et 8.

4.

Mollah Omar, un allié encombrant

Tandis que les accords politiques et commerciaux vont bon train, au printemps 1997 de violents combats reprennent dans le nord du pays. Avec eux, contre toute attente, va débiter une période de disgrâce « officielle » des taliban, au cours de laquelle ces derniers multiplient les erreurs politiques, obligeant leurs interlocuteurs à prendre quelques distances.

Des offensives contre la ville de Mazar-i-Charif, tenue par les troupes du commandant Ahmed Massoud et surtout par celles du général d'origine ouzbek Rachid Dostum, donnent lieu à des luttes d'une rare cruauté. De nombreux cas de torture sont avérés. Entre les mois de mai et août 1997, près de 10 000 personnes périssent dans cette bataille. Au même moment, plus au sud, à Kaboul, les taliban au pouvoir depuis un an édictent des mesures qui se révèlent de plus en plus liberticides. Les femmes semblent les pre-

mières victimes du régime. La communauté internationale s'émeut, discrètement encore. Et puis vient le 28 septembre 1997, véritable tournant dans les relations des chefs de l'Afghanistan avec le reste du monde. Ce jour-là, la commissaire de l'Union européenne en charge des affaires humanitaires, Emma Bonino, effectue une visite en Afghanistan, pour voir. Elle mesure immédiatement l'archaïsme des étudiants en religion. Accompagnée de plusieurs journalistes et de responsables d'organisations humanitaires, elle constate les dégâts quant à la condition des femmes, l'éducation et les libertés publiques. Plusieurs incidents éclatent même lors de ses déplacements. Certains membres de sa délégation sont appréhendés par la police ¹.

Simultanément, alors que les taliban montrent leur vrai visage, le problème Bin Laden surgit pour l'Afghanistan.

Depuis près de deux ans environ, les sunnites fondamentalistes d'origine saoudienne désignent les États-Unis comme leur principal ennemi. Dans leur quartier général de Khartoum au Soudan, et avec l'aide de leurs bases arrière implantées dans des régions du Yémen que ne contrôle pas l'armée, ils planifient les premières actions contre ces impérialistes qui souillent la terre

1. AFP, 29 septembre 1997.

saoudienne, où siègent les lieux saints de l'Islam. Ossama Bin Laden appartient au nombre de leurs chefs¹. Déchu de la nationalité saoudienne en avril 1994 pour avoir vertement critiqué le pouvoir en place et sa soumission aux États-Unis, à la plus grande joie des autorités religieuses, on l'accuse déjà d'être l'instigateur d'un attentat survenu le 25 juin 1996 contre la résidence des militaires américains de Khobar, en Arabie Saoudite. Grâce à ses ressources financières, on dit qu'il formerait un mouvement politique partisan de l'Islam le plus pur, contre la corruption de la monarchie régnante, et qui regrouperait les anciens combattants d'origine arabe de la guerre contre les Soviétiques. Or, à la même période, on le croise à plusieurs reprises en Afghanistan, dans la ville de Jalalabad, le fief du chef intégriste Gulbudin Hekmatyar, ancien compagnon d'armes au temps de la guérilla contre l'armée rouge, et surtout ancien chef de Mohammed Omar, le nouvel homme fort du pays.

Ce premier retour en Asie centrale, après son départ de 1991, intervient au mois de mai 1996, alors que son protecteur, le chef d'État soudanais Omar al-Bashir décide de se rendre en pèlerinage à La Mecque en Arabie Saoudite. Pour ne pas embarrasser les relations de son hôte avec la monarchie saoudienne, Ossama Bin Laden

1. Voir chapitres 9 et 10 : Le mythe du renégat.

s'envole vers le Pakistan, et de là rejoint pour quelques semaines la cité de Jalalabad ¹. Ses deux fils, Saad et Abdurahman, demeurent dans un premier temps au Soudan, puis le rejoignent environ six mois plus tard. Au début de l'année 1997, après des offensives infructueuses contre le régime libyen du colonel Muammar Kadhafi ², Ossama Bin Laden décide de s'installer définitivement en Afghanistan.

De façon concomitante, l'administration du président Clinton découvre le personnage, notamment à la suite d'un rapport « informel » réalisé par le général Wayne Downing à la demande du sous-secrétaire à la Défense John White. Cet officier supérieur vient alors de prendre sa retraite, en février 1996, après avoir dirigé pendant plusieurs années le Commandement des opérations spéciales des armées américaines. C'est un spécialiste de l'antiterrorisme ³. Au lendemain de l'attentat de Khobar, tandis que les autorités de Riyad refusent que des équipes du FBI conduisent des investigations sur place, en

1. *Le Monde du renseignement*, n° 290, juin 1996.

2. Voir chapitre 9.

3. Près d'un mois après les attentats, le 10 octobre 2001, la Maison Blanche a rappelé le général Downing. La présidence lui a confié la direction du renseignement se rapportant à l'organisation Al-Qaeda. Il travaille directement auprès de Condoleeza Rice, la conseillère pour la sécurité du président George W. Bush.

Arabie Saoudite, c'est lui que le Pentagone choisit pour mener des recherches, discrètes, en dehors du cadre judiciaire – pour comprendre. Depuis, Downing passe pour le premier cadre de l'armée américaine à avoir appréhendé le « phénomène Bin Laden ».

L'évolution du régime des taliban et les amitiés qu'ils forgent avec ces nouveaux ennemis de l'Amérique contrarient de plus en plus les espoirs des compagnies pétrolières, du département du commerce et des diplomates. Au mois de novembre 1997, malgré les promesses de lendemains meilleurs répétées par les promoteurs de CentGas, la secrétaire d'État Madeleine Albright critique ouvertement le nouveau régime en place à Kaboul, lors d'un voyage officiel à Islamabad. Officiellement, Washington prend ses distances à l'égard des taliban. La rupture se consomme tout au long des mois suivants, jusqu'à son point d'orgue, au cours de cet été 1998.

Nous sommes à la fin du mois de juillet, à Kaboul, le gouvernement contraint les organisations non gouvernementales à quitter le pays. Plus au nord, les taliban réduisent l'opposition au silence en s'emparant définitivement de Mazar-i-Charif; désormais seule une poignée d'irréductibles résisteront autour du commandant Mas-

soud, mais sur moins de 5 % du territoire et cantonnés dans des massifs montagneux coupés du monde. Des exactions sont commises lors de la prise de la ville, et, surtout, les combattants sunnites radicaux passent par les armes dix diplomates iraniens. Un point de non-retour est franchi aux yeux de nombreux responsables politiques internationaux. Ce n'est pas tout. Le 7 août 1998 surviennent les attentats contre les ambassades américaines de Nairobi et Dar es-Salaam. Ossama Bin Laden les a commandités, avec l'appui logistique des réseaux du Djihad islamique et de la Jamaa i-Islamyia, deux mouvements terroristes alliés de longue date, et très bien implantés en Afrique de l'Est. Le 20 août, les États-Unis répliquent en expédiant 75 missiles de croisière sur des cibles dans les régions de Khost et de Jalalabad, où sont implantés les camps de l'organisation Al-Qaeda, et sur une usine pharmaceutique au Soudan. Le lendemain Mohammed Omar condamne l'attaque et annonce qu'il héberge avec bienveillance Bin Laden.

Fin du premier acte. L'administration américaine cesse toute relation directe avec Kaboul... Pour six mois seulement.

Conséquence : pour l'heure, le projet pétrolier capote. Dans tous les États-Unis, le mouvement Feminist Majority multiplie les campagnes contre

la firme Unocal¹, l'accusant de soutenir une dictature qui fait de l'asservissement des femmes un des fondements de sa politique sociale. Hillary Clinton leur apporte un soutien public et appuyé. Progressivement, Unocal retire toutes ses équipes et ferme tous ses bureaux en Afghanistan et au Pakistan. Pour autant, à Washington, au Bureau des Affaires asiatiques du Département d'État, on regrette cet engrenage malheureux. Personne ne perd de vue l'immense avantage qu'apporterait à tous un gouvernement ami en Afghanistan, où siègeraient des dirigeants capables de stabiliser le pays, comme les étudiants en religion l'avaient laissé espérer. L'idée de privilégier à l'avenir des taliban « modérés » fait son chemin. Calcul cynique et autodestructeur. Pour beaucoup l'endroit est trop important pour renoncer, sous prétexte de désaccord avec quelques fondamentalistes un peu trop habitués à guerroyer.

1. Audition de Marvis Leno, l'une des leaders de Feminist Majority, le 9 mars 1999 au Sénat. Unocal est formellement accusé d'avoir soutenu les taliban.

5.

Négocié à tout prix

Ailleurs, pour d'autres pays, on aurait immédiatement mis en place un embargo draconien, assiégé les potentats locaux, soutenu une opposition démocratique... Pour l'Afghanistan, « ce n'est pas l'option qui prévaut », entend-on ici et là à Washington, dans les couloirs des commissions du Congrès en charge des affaires étrangères.

Mieux, le 1^{er} février 1999, le Département d'État tente de réunir de nouvelles conditions pour qu'un partenariat acceptable soit étudié de part et d'autre. Le numéro deux de la diplomatie américaine, le sous-secrétaire d'État Strobe Talbott se rend personnellement à Islamabad au Pakistan pour y rencontrer plusieurs représentants taliban. Il discute avec eux des preuves de la culpabilité d'Ossama Bin Laden et de son organisation Al-Qaeda dans les attentats de Nairobi et Dar es-Salaam (déjà!), leur remet une lettre demandant officiellement l'extradition

de ce dernier, et évoque l'avenir des relations entre les deux pays si le cas Bin Laden est réglé.

Mais rapidement, chacun sait que ces démarches pèseront peu face à la détermination des sunnites radicaux afghans. Trop de pays s'intéressent de près à la question et interfèrent dans les débats. Donc, parallèlement, un autre cadre de discussion s'impose, moins voyant, celui d'un groupe international aussi efficace que méconnu, baptisé « 6+2 », et créé à l'initiative des Russes et des Américains¹. Il prend corps au sein des Nations Unies.

Lakhdar Brahimi est un diplomate chevronné. C'est lui que le Secrétaire général de l'ONU désigne pour organiser et superviser les médiations avec le gouvernement taliban. Durant l'année 1999 on le voit partout. Dans les vallées de Kandahar en Afghanistan, au Pakistan et surtout à Riyad en Arabie Saoudite, où il rencontre le roi Fahd en personne, également au mois de février 1999, mais vraisemblablement aussi le prince Turki Al-Faisal, qui a équipé et

1. Comme l'atteste une déclaration du 9 décembre 1998 de Peter Burleigh, ambassadeur des États-Unis auprès de l'ONU, Moscou et Washington formulent l'idée de créer ce groupe 6+2 dès le troisième trimestre 1997 (archives des Nations Unies). Elle prend corps dans le courant du printemps 1999.

armé les services secrets pakistanais de l'ISI, les légions taliban, et les premières milices de moudjahidine dans lesquelles Ossama Bin Laden s'est illustré dans les années 80¹. Sous drapeau onusien, Brahimi devient un personnage incontournable pour tous les acteurs de l'échiquier afghan. À New York, dans les hauteurs du siège des Nations Unies, au niveau de la 50^e Rue, les représentants des chancelleries russes et américaines en disent le plus grand bien. Tout naturellement, c'est lui qu'elles adoucent pour mener à bien le projet de fonder et d'animer le groupe 6+2.

Celui-ci rassemble les six pays qui partagent des frontières communes avec l'Afghanistan, c'est-à-dire le Pakistan, l'Iran, la Chine, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan; auxquels se joignent la Russie et les États-Unis. Les

1. Il est aujourd'hui avéré que le prince Turki Al-Faisal, fils de l'ex-roi Faisal, a réellement cherché à obtenir l'extradition d'Ossama Bin Laden, pour qu'il soit jugé par les siens, en Arabie Saoudite. Ses premières démarches en ce sens auprès des taliban ont été entreprises dans le courant du second trimestre 1999. Directeur des services secrets saoudiens du GID depuis 1977, Turki Al-Faisal en a été limogé le 30 août 2001. Le 10 octobre 2001, dans une lettre ouverte publiée par le journal arabe *Al-Sharq Al-Aswat*, il reconnaissait la responsabilité d'Ossama Bin Laden dans les attentats de Nairobi, Dar es-Salaam, et du 11 septembre 2001 contre le World Trade Center et le Pentagone.

« +2 » ce sont eux. Un vrai héritage de la géostratégie du temps de la guerre froide. En dehors de tout cadre juridique contraignant mais avec la bénédiction de l'ONU, 20 ans après, une fois de plus, Washington et Moscou décident du sort de l'Afghanistan. Seule évolution notable : cette fois-ci les deux gouvernements s'entendent directement, prennent en compte les visées stratégiques des pays voisins, et ne s'affrontent plus par Afghans interposés. Les premières discussions du groupe 6 + 2 débutent vraiment le 19 juillet 1999 et se déroulent à Tachkent en Ouzbékistan¹, en présence des taliban et un mois après que le FBI place Ossama Bin Laden sur sa liste des dix criminels les plus recherchés au monde par le département américain de la Justice.

À cette date, les États-Unis reprennent espoir de dompter les taliban. Le 4 juillet 1999, le président Bill Clinton reçoit en visite officielle le Premier Ministre pakistanais Nawaz Sharif, alors que New Delhi et Islamabad se déchirent à nouveau à propos du Cachemire. Les deux hommes en parlent, et trouvent un terrain d'entente. Sharif obtient un délai de plusieurs semaines pour ordonner à ses militaires de se retirer des mon-

1. Comptes rendus des auditions du Conseil de Sécurité de l'ONU du 31 août 1999 sur la situation en Afghanistan. L'ambassadeur russe Gennadi Gatilov et son homologue iranien Mehdi Danesh-Yazdi citent les débuts des travaux du groupe 6+2.

tagnes du Cachemire, où ils encadrent et conseillent des groupes de combattants islamistes, recrutés et formés par les services secrets de l'ISI. En contrepartie, le chef du gouvernement doit demander au directeur de cette même ISI, le général Khawaja Ziauldine, de se rendre à Kandahar en Afghanistan pour plaider en faveur de l'extradition d'Ossama Bin Laden¹. Contre toute attente, cet échange de bons procédés fonctionne à merveille ; aux environs du 5 octobre, Ziauldine peut s'entretenir avec le mollah Omar, et ce dernier se dit prêt à coopérer ! Dans l'esprit des conseillers de Bill Clinton, les succès s'enchaînent. Le 7 octobre, le Premier Ministre demande à l'ISI de fermer l'ensemble des camps d'entraînement d'intégristes musulmans implantés à la frontière pakistano-afghane, notamment dans la région dite de la « zone tribale ».

Hélas, le 12 octobre, un putsch survient à Islamabad. Le chef d'état-major des armées renverse Nawaz Sharif et s'empare du pouvoir. Son nom ? Le général Pervez Musharaf. Il prône un islam modéré et adopte immédiatement des discours politiques très mesurés à l'égard de l'étranger. La puissance américaine se montre rassurée, même si les efforts d'intermédiation du précédent gouvernement Sharif sont réduits à néant par ce changement brutal.

1. *Le Monde du renseignement*, n° 368, 21 octobre 1999.

Dans ce contexte, le 15 octobre 1999, le Conseil de Sécurité de l'ONU vote la résolution n° 1267, exigeant de Kaboul une extradition d'Ossama Bin Laden, et prévoyant des sanctions économiques très mesurées. On maintient la pression, mais on ne se fâche surtout pas.

Janvier 2000, aux États-Unis, dans les états-majors des partis républicains et démocrates, un compte à rebours se déclenche. D'ici au mois de novembre suivant, le pays vivra au rythme de la prochaine campagne présidentielle. Dans un an, le nouveau président traversera la ville, dans une limousine noire, après avoir prêté serment sur la Bible de préserver et respecter la Constitution. Déjà, de part et d'autre, on fourbit ses armes, principalement de savants plans marketing pour aguicher le consommateur qui vibre en chaque électeur.

Même si le débat politique ne porte nullement sur des questions internationales, l'équipe Clinton tient à régler certains dossiers avant de faire ses cartons. Affaire de responsabilité, et d'opportunité aussi... Son prestige terni par l'affaire Monica Lewinsky, Bill Clinton sait qu'il lui reste des possibilités pour achever son mandat sous les vivats. Une issue qui ne déplairait pas au vice-président Al Gore, successeur désigné pour le camp démocrate et que l'on considère déjà comme l'héritier spirituel de Clinton, à tort ou à raison.

À cette époque, sur le globe terrestre, deux nœuds gordiens inquiètent aussi bien les partenaires de l'Amérique que les experts des questions de sécurité internationale de Washington : les territoires occupés palestiniens et les objectifs des taliban en Afghanistan. Durant ses derniers mois dans le bureau ovale, Bill Clinton multiplie les initiatives et s'emploie à apporter des solutions concrètes à ces problèmes.

En ce mois de janvier 2000, après les signes de bonne volonté adressés par Mohammed Omar, les conseillers diplomatiques du président estiment raisonnable de reprendre le dialogue. Le jeudi 20 janvier 2000, l'assistant du secrétaire d'État en charge de l'Asie se rend donc à Islamabad. Cette visite de Karl Inderfurth constitue la première prise de contact entre l'administration américaine et le nouveau maître du pays, le général Pervez Musharaf. Sur place, cet adjoint de Madeleine Albright, la secrétaire d'État de l'époque, rencontre deux hauts responsables afghans : le ministre de l'Information taliban Amir Khan Muttaqi, et l'ambassadeur des taliban au Pakistan, Saeed Mohammed Muttaqi¹. Objet des pourparlers : l'extradition d'Ossama Bin Laden et la normalisation des relations entre la communauté internationale et les taliban. Inderfurth en

1. Archives de l'ambassade des États-Unis à Islamabad.

profite également pour discuter avec l'ambassadeur des États-Unis sur place, Tom Simons, qui deviendra pour quelques mois la courroie de transmission de ces pourparlers.

La date de cette visite n'est pas tout à fait innocente. Deux jours plus tôt, le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan nomme un nouveau responsable du dossier taliban. Il s'appelle Fransesc Vendrell et reçoit le titre de Représentant spécial du secrétaire général pour l'Afghanistan¹. Désormais, il centralise toutes les discussions informelles avec les taliban, visant à obtenir qu'Ossama Bin Laden soit déféré devant la justice. Dans les arcanes du pouvoir onusien, on assiste à une montée en puissance des activités du groupe 6 + 2. À la Maison Blanche, on décide d'encourager la bonne volonté qui semble enfin s'imposer. 114 millions de dollars d'aide humanitaire sont débloqués en faveur de l'Afghanistan et versés à des structures locales sous contrôle des taliban et de l'ONU².

1. Archives des Nations Unies, 17 janvier 2000.

2. Pour 2001, le montant des aides accordées à l'Afghanistan est en augmentation. Il atteint près de 124 millions de dollars. Chiffres communiqués lors d'une conférence du Secrétaire d'État Colin Powell, le 17 mai 2001. Depuis juillet 1998, l'Union européenne a suspendu toutes les aides au gouvernement afghan pour protester contre la nature de son régime.

À partir de cet instant, pour la première fois depuis août 1998, l'optimisme prévaut. Vendrell fait la navette entre Kaboul et New York, et durant l'été, pour la première fois des réunions du groupe 6+2 se déroulent à Washington. Mieux : les participants envisagent de favoriser un gouvernement réformé à Kaboul, dans lequel cohabiteraient taliban et chefs de l'Alliance du Nord. Les progrès sont tels que Vendrell invite les deux parties ennemies à participer très directement à ces discussions. Un rapport de Kofi Annan, le Secrétaire général de l'ONU, daté du 17 août 2001, démontre que depuis l'année 2000 les membres du « 6+2 » ne cessent de négocier avec les taliban¹. Tous les membres du Conseil de Sécurité les encouragent, Français et Britanniques compris.

De son côté, le Département d'État, soucieux de ne pas perdre la main, décide de reprendre des négociations bilatérales avec Kaboul. Le mercredi 27 septembre 2000, on constate à quel point un réchauffement des relations satisfait tout le monde. Ce jour-là, à Washington, dans les locaux du Middle East Institute, on assiste ni plus ni moins qu'à une conférence de l'adjoint du ministre des Affaires étrangères des taliban, Abdur Rah-

1. Rapport du Secrétaire général au Conseil de Sécurité. Document ONU n° A/55/1028-S/2001/789 et intitulé « The Situation in Afghanistan and its implications for international peace and security ».

min Zahid¹. Au cours de cette intervention, celui-ci réclame que les Nations Unies reconnaissent la légitimité de son gouvernement ; dans l'assistance, personne ne s'émeut de ce lobbying au grand jour. Pour satisfaire tout le monde, le dirigeant afghan transmet à ses interlocuteurs des positions très encourageantes sur Bin Laden. Il affirme que les autorités religieuses de son pays ont créé une commission d'enquête spéciale afin d'examiner la responsabilité d'Ossama Bin Laden dans les attentats et en vue de prononcer une éventuelle mesure d'extradition. Sur ce point, le coordinateur de la lutte antiterroriste à la Maison Blanche, Michael Sheehan, rencontre même un membre de la délégation taliban, Abdul Hakim Mudjahid.

Un mois plus tard, le 18 octobre 2000, le département d'État reconnaît l'existence des travaux du groupe 6+2, ainsi que la poursuite de négociations avec les taliban au nom de la pacification de l'Afghanistan². Près de deux semaines plus tard,

1. United Press International, 27 septembre 2000.

2. Cette reconnaissance s'effectue par la voix de Thomas Pickering, sous-secrétaire d'État pour les Affaires politiques, lors d'un déplacement à Moscou. À cette occasion, au cours d'une conférence de presse donnée le 18 octobre à la Maison Spaso de Moscou, il détaille le contenu de ses discussions avec Vyacheslav Trubnikov, adjoint du ministre russe des Affaires étrangères, au sujet des *travaux menés dans le groupe 6+2*.

on semble sur le point d'aboutir. Fransesc Vendrell annonce que pour la première fois, les deux factions qui s'affrontent en Afghanistan, les taliban et l'Alliance du Nord, ont étudié ensemble un processus de paix, sous l'égide du groupe 6+2¹. La stabilisation du pays, chère aux Occidentaux, est plus que jamais d'actualité. C'est sûr, Ossama Bin Laden sera chassé de son sanctuaire sous peu.

Au cœur de cet automne-là, pourtant, ces nouvelles *a priori* réconfortantes laissent tout un chacun indifférent. Aux États-Unis, l'élection présidentielle mobilise toute la classe politique. Comme à chaque fois, les dernières semaines de campagne donnent lieu à un déchaînement des deux camps. Les deux partis et leur héraut mobilisent à eux seuls toute l'attention des médias. Les ultimes sondages peinent à les départager, renforçant l'âpreté de la lutte.

Fin novembre, coup de théâtre, une fois tous les votes comptabilisés, l'incertitude demeure. Plusieurs semaines seront nécessaires pour départager les deux hommes et proclamer dans la douleur la victoire du gouverneur du Texas, George W. Bush. Une fois ce tumulte passé, pour on ne

1. Communiqué du Conseil de Sécurité des Nations Unies, 3 novembre 2000. Le document du Secrétaire général de l'ONU du 17 août 2001 parle d'un texte de négociation rédigé le 2 novembre 2000.

sait quelle raison, quand on examine de nouveau les affaires afghanes, celles-ci ont radicalement changé de nature. En moins d'un mois, l'équilibre diplomatique entre les taliban et les Occidentaux s'est rompu. Plus question de négociations, de discussions sous la houlette du groupe 6+2. De part et d'autre, les propos sont violents et drapés de méfiance, parfois de colère. Le 12 décembre 2000, Michael Sheehan met à l'index ses interlocuteurs taliban. Devant le Comité des affaires judiciaires de la Chambre des représentants, il les condamne en des termes très sévères, les accuse de soutenir le terrorisme et en appelle à la communauté internationale pour prononcer de nouvelles sanctions contre Kaboul. Le 19 décembre c'est chose faite. Le Conseil de Sécurité de l'ONU vote un renforcement des sanctions économiques contre les taliban et un gel d'une partie de leurs avoirs financiers. Ce vote représente l'une des dernières décisions de nature diplomatique prises par l'administration Clinton.

Pourquoi ? Quel événement peut expliquer ce revirement radical ? Pourquoi soudainement les taliban ne semblent-ils plus disposés à discuter avec ces interlocuteurs-là ? Lesquels grondent et tempêtent. À ce jour, ces questions demeurent sans réponse. En revanche, quel que soit le motif de ce retournement, il sera de courte durée. Aussitôt après l'investiture de George W. Bush, changement de ton.

6.

Chronique d'une négociation interdite (5 février 2001, 2 août 2001)

Nous sommes au commencement de l'année 2001, et voilà donc dans quel environnement intervient Laila Helms, l'experte en relations publiques des taliban. Au lendemain de l'étrange déclaration faite au quotidien *The Times*, le 5 février 2001, qui invite la nouvelle administration à reprendre le fil des négociations, elle prend en charge la visite aux États-Unis de l'ambassadeur itinérant Sayed Rahmatullah Hashimi, représentant le mollah Omar. Pourquoi tant de changements de cap en si peu de temps – en l'espace de trois mois tout au plus ?

Bien évidemment, le nombre – démesuré – de responsables de la nouvelle administration Bush issus du secteur de l'industrie énergétique pose question. Tous mesurent parfaitement les enjeux économiques liés à une stabilisation de l'Asie centrale, et aucun d'entre eux n'a oublié les

projets de gazoduc développés naguère en Afghanistan. Car après tout, les compagnies pétrolières et gazières du Texas ne forment-elles pas le groupe des premiers contributeurs de la campagne de Bush junior¹? Une fois aux affaires, la nouvelle équipe s'en souviendra, en décidant par exemple d'ouvrir à la prospection pétrolière les réserves naturelles d'Alaska (le 29 mars 2001) et en rejetant le protocole de Kyoto sur les émissions polluantes, qui déplaît tant au secteur énergétique. Le curriculum vitæ des nouveaux responsables qui servent W. Bush vaut toutes les explications.

Le vice-président Dick Cheney lui-même a longtemps dirigé Halliburton, leader mondial des prestataires de service de l'industrie pétrolière, qu'il a quitté au moment de la campagne présidentielle. Condoleeza Rice, directrice du Conseil national de sécurité, l'organe suprême de sûreté qui chapeaute toutes les agences de renseignement, a passé neuf ans chez Chevron. Au sein de ce géant du pétrole, elle a assumé des fonctions de directrice de 1991 à 2000. Elle intervenait régulièrement sur les dossiers portant sur l'Asie centrale – en particulier le Kazakhstan où

1. Le Parti démocrate estime que 3 millions de dollars ont été directement ou indirectement apportés par des industriels du pétrole ou du gaz au Parti républicain, à la lumière des déclarations faites à l'administration.

Chevron est très implanté –, en sa qualité d'ex-soviétologue accomplie (elle collaborait autrefois aux travaux du Conseil national de sécurité, sous Bush père). Donald Evans, secrétaire au Commerce et ami intime de W. Bush, a accompli l'essentiel de sa carrière dans le secteur pétrolier, en tant que président de Tom Brown, de même que Spencer Abraham, secrétaire à l'Énergie. Quant à Kathleen Cooper, sous-secrétaire au Commerce en charge des affaires économiques, elle était la chef économiste du géant mondial Exxon¹.

À l'intérieur des cabinets ministériels, à des niveaux subalternes, on retrouve semblables pedigrees. Ce personnel politique particulièrement marqué se montre donc soucieux d'adopter une politique énergétique conquérante. Dès le 29 janvier, quatre jours après l'investiture de George W. Bush, le vice-président Dick Cheney organise une structure informelle à cet effet, la Energy Policy Task Force. Ses activités n'ont cessé d'intriguer parlementaires et journalistes politiques chargés de suivre les premiers 100 jours de l'administration républicaine². Le 16 mai 2001, le vice-président Dick Cheney a juste consenti à

1. Dont les produits pétroliers sont vendus sous la marque Esso en France.

2. Voir en particulier l'article du *Washington Post* du 4 avril 2001, titré « Something of a secret society », présentant le fonctionnement de l'Energy Task Force.

diffuser un sommaire du programme énergétique arrêté par cette équipe, et simplement présenté sous forme d'objectifs généraux. Le développement de nouveaux partenariats en Asie y figure au nombre des priorités. Sans plus de détails. Piqué au vif par cette opacité, le 10 septembre 2001, l'Office chargé de l'information¹ du Congrès a adressé une requête à la Maison Blanche dans des termes plutôt stricts, afin qu'elle publie les détails de son programme déterminé par l'Energy Policy Task Force, et surtout la liste des personnalités qui avaient participé à ce programme. Le contrôleur général de cet office, David Walker, a même envisagé d'engager des poursuites judiciaires pour parvenir à ses fins.

Nul ne sait quelle influence ont exercée ces considérations pétrolières dans la gestion du dossier afghan. Cependant les professionnels du secteur n'ont eu qu'à se féliciter de la promptitude de la Maison Blanche à vouloir parler avec les taliban. Pour tout ce secteur qui en janvier 2001 a recouvré une place de choix à Washington, l'Asie centrale ne saurait être reléguée au rang de ces pays du tiers-monde dont les convulsions n'intéressent plus que les revendeurs de stocks mili-

1. Le General Accounting Office publie des rapports et mène des investigations pour le compte des diverses commissions du Congrès.

taires. D'autant que la donne a changé : Moscou et Pékin multiplient les accords pour bâtir des pipelines qui pourraient gérer en exclusivité le transport des réserves d'Asie centrale ; et surtout, depuis cet été, le pipeline russe par lequel peut transiter le pétrole de la Caspienne entre en fonction ; alors que son concurrent sur ce tracé de l'Ouest, le pipeline américain, débouchant à Ceyhan en Turquie, reste au stade de projet. À ce rythme, sous peu, les champs pétroliers et gaziers du Kazakhstan, du Turkménistan et de l'Ouzbékistan qui appartiennent à des compagnies américaines, seront tous reliés à des oléoducs et des gazoducs sous contrôle chinois ou russe ¹.

Tandis que les Nations Unies ont vertement sanctionné Kaboul le 19 décembre, que plus personne n'est dupe du langage de ses chefs, que le responsable de la lutte antiterroriste du président Clinton est parvenu à la conclusion que les étudiants en religion soutiendraient longtemps encore les terroristes ; encore et toujours, le pouvoir en place décide donc de négocier avec les taliban. Sur la côte Est des États-Unis, Laila Helms a pour mission de présenter les dirigeants afghans sous leur jour le moins négatif, dans la

1. Voir sur ce point le rapport du centre d'étude Stratfor, juillet 2001.

mesure du possible. À la Maison Blanche et au Département d'État on s'occupe du reste.

Dans les chancelleries européennes, les diplomates tentent de suivre la partie qui s'engage. On murmure que des contacts informels sont pris avec l'entourage de Qazi Hussein Ahmad, le chef intégriste de la Jamaa i-Islamiya, qui a regroupé ses forces avec celles d'Ossama Bin Laden dans la vallée de Khost. Au Département d'État, ces pourparlers à haut risque avec les taliban sont confiés à la directrice du bureau des Affaires asiatiques, Christina Rocca. C'est une ancienne fonctionnaire de la CIA, où elle s'occupait déjà de cette région du monde entre 1982 et 1997, en sa qualité d'agent rattaché à la direction des Opérations du service de renseignement. Dans cette branche, elle a coordonné durant plusieurs années les relations de la CIA avec les guérillas islamistes et, à ce titre, a supervisé une partie des livraisons de missiles Stinger aux moudjahidine afghans. À compter de mai 2001, celle qui fut une employée de l'ombre de l'exécutif américain rouvre ses dossiers, reprend ses contacts avec ses interlocuteurs, mais en évoluant maintenant dans l'univers un tantinet moins opaque de la diplomatie.

Invitée à s'exprimer devant les membres du Sénat qui doivent avaliser sa nomination, le 17 mai, elle ne cache pas les intentions de la nouvelle administration de rétablir la paix en

Afghanistan¹. Mais pour y parvenir, il devient impératif d'établir un canal de discussion avec Kaboul.

Les relations nouées naguère par l'ONU dans le cadre des travaux du groupe 6 + 2 reprennent un grand intérêt sitôt l'administration Bush au travail. Officiellement, on prétend soutenir ce groupe pour des raisons humanitaires. C'est ainsi qu'au nom de ce motif, dès le 12 février 2001, l'ambassadeur américain auprès des Nations Unies, Nancy Soderberg, affirme qu'à la demande de Fransesc Vendrell les États-Unis chercheront à développer un *dialogue continu* avec les taliban². Ils y parviendront, et Vendrell se chargera de l'intendance. À ce titre, entre le 19 avril et le 17 août 2001, celui-ci se rend à quatre reprises à Kaboul et à Kandahar pour discuter avec les taliban – selon le rapport du Secrétaire général de l'ONU cité plus haut.

Pour plus de discrétion, les réunions se déroulent à Berlin et rassemblent les représentants des pays qui composaient déjà le 6 + 2;

1. Audition devant le Senate Foreign Relations Committee présidé par le sénateur Sam Brownback, 17 mai 2001.

2. Communiqué de la Mission des États-Unis auprès des Nations Unies du 12 février 2001. Ms. Nancy Soderberg : « we were asked by Mr. Vendrell to try and find a way to have a continuing dialogue on humanitarian issues with the taliban ».

seule différence, désormais, les personnes physiques qui se retrouvent pour discuter ne possèdent pas de fonctions officielles dans leurs pays respectifs, afin de ne pas compromettre leur gouvernement. Côté américain, Tom Simons, l'ancien ambassadeur à Islamabad sous l'administration Clinton, transmet les messages du Département d'État. Selon le représentant des intérêts pakistanais¹, trois rendez-vous au moins se tiennent en Allemagne, sous l'autorité de Fransesc Vendrell. Elles visent toutes à amener les taliban à signer un armistice avec l'Alliance du Nord, à composer un gouvernement d'union nationale, et à obtenir l'extradition d'Ossama Bin Laden.

Chacun souhaite que les fous de Dieu restituent aimablement une partie de leur pouvoir, et souscrivent aux priorités des États-Unis. Mais l'affaire tourne court. Le 17 juillet, encore à Berlin, une troisième réunion secrète doit se dérouler. L'avant-veille, le 15, l'hebdomadaire *Focus* a révélé qu'une rencontre se produira sous peu dans la capitale allemande entre le ministre des Affaires étrangères taliban et son homologue de l'Alliance du Nord, Abdullah Abdullah. Mais le représentant taliban ne vient pas. En réalité, depuis une réunion houleuse organisée le 15 mai

1. Témoignage de Naiz Naik, ancien ministre des Affaires étrangères pakistanais recueilli par Pierre Abramovici dans le cadre de l'émission pièces à conviction pour France 3.

à Bruxelles, il refuse de siéger dans une assemblée – même informelle – composée sous l'égide de ce Conseil de Sécurité des Nations Unies qui impose des sanctions à son pays¹.

Au cours de ces dernières discussions à Berlin, selon le représentant pakistanais Naiz Naik, la petite délégation américaine évoque une « option militaire » contre les taliban s'ils ne consentent pas à changer de position. Principalement au sujet d'Ossama Bin Laden. Tom Simons, le représentant des États-Unis, dément que des propos aussi clairs aient été tenus à ce sujet. Mystère. D'autres pays gardent un œil sur cette évolution. Le 1^{er} juin une réunion secrète aux allures sécuritaires s'est déjà tenue à Washington au sujet de l'Afghanistan. Elle a rassemblé le Conseil national de Sécurité de Condoleeza Rice, Christina Rocca, Francesc Vendrell et des observateurs britanniques². Le 17 juillet un énième point de non-retour est franchi. Dans un communiqué lapidaire, le ministre français des Affaires étrangères reconnaît l'échec de la dernière rencontre, sans autre forme d'explication. Au lendemain du 11 septembre 2001, ce communiqué prend pourtant une saveur toute particulière : « M. Hubert

1. L'ensemble de ces réunions et leur contenu sont confirmés par le rapport du Secrétaire général du 17 août 2001.

2. Rapport du Secrétaire général de l'ONU du 17 août 2001, voir plus haut.

Védrine a reçu ce matin M. Fransesc Vendrell, représentant personnel du Secrétaire général des Nations Unies et chef de la Mission spéciale en Afghanistan. M. Vendrell lui a fait part du blocage de la situation politique. Les deux responsables ont exploré ensemble les pistes qui permettraient à terme une évolution favorable, en particulier l'encouragement que la communauté internationale pourrait apporter aux efforts du roi pour réunir autour de lui les représentants de la société afghane ¹. »

Quel roi? Naturellement, à cet instant personne, ou si peu, n'y comprend rien. Les événements qui suivront nous apprendront qu'il s'agit de l'ex-roi d'Afghanistan Sahir Shah, sollicité donc depuis plusieurs mois pour prendre la place des taliban à Kaboul, et, éventuellement, les inclure dans son gouvernement d'union nationale. En réalité, dès le 16 mai 2001, Fransesc Vendrell discutait à Rome avec le roi Sahir Shah et examinait les conditions de son retour à Kaboul ².

Ainsi, au même moment, en juillet 2001, les étudiants en religion reçoivent deux messages de l'Occident :

1. Communiqué du porte-parole du ministre des Affaires étrangères, le 17 juillet 2001.

2. Rapport du Secrétaire général de l'ONU du 17 août 2001.

- une option est à l'étude contre eux afin de capturer Ossama Bin Laden,
- des discussions sont engagées avec l'ancien roi pour qu'il reprenne le pouvoir à Kaboul.

Tout concourt à démontrer que les Occidentaux désavouent les taliban. On parle déjà de leurs successeurs. Pense-t-on qu'ils sont frappés d'aveuglement ? Peut-être. À Islamabad, le 2 août, l'infatigable Christina Rocca discute avec l'ambassadeur des taliban et exige l'extradition de Bin Laden. Ultime bravade ?

Pourtant, depuis 1999, les revirements du chef Mohammed Omar et sa politique obscurantiste ont démontré qu'il ne s'apprêtait pas vraiment à enfiler des habits de démocrate, et à renoncer à soutenir son allié et son frère de religion Ossama Bin Laden. D'ailleurs, de ces deux hommes, personne n'a jamais réellement su lequel exerçait la plus grande autorité sur l'autre. Le chef intégriste millionnaire qui a sillonné le monde arabe, rassemblé les dirigeants extrémistes et a été éduqué dans l'une des plus grande familles saoudiennes, ou le paysan d'origine pachtoune, éduqué par des moudjahidine dans des montagnes reculées, adepte d'un islam radical, capable d'entraîner ses compagnons d'armes ?

Nul ne sait, même si, depuis le 11 septembre 2001, chacun regrette de ne pas s'être interrogé plus tôt.